

Le prolétaire

bimensuel

parti communiste international (programme communiste)

Ce qui distingue notre Parti

La revendication de la ligne qui va du "Manifeste communiste" à la révolution d'Octobre et à la fondation de l'Internationale communiste; la lutte contre la dégénérescence de Moscou, le refus des Fronts populaires et des blocs de la Résistance; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et parlementariste.

10^{ème} ANNEE — N° 121

14 février - 27 février 1972

LE NUMERO :

0,50 F

A propos de la conquête de l'espace

Dans la série « Cantiques au progrès de la société bourgeoise », il en est un qui tient une place de choix : nous voulons parler de la conquête spatiale. On peut, à ce sujet, se demander quel est l'intérêt qui pousse les Etats capitalistes avancés à mener un si grand tapage sur cette affaire et à y investir des sommes plus que considérables.

Pour cela il est nécessaire de considérer le problème sous ses différents aspects : militaire, économique, politique.

Il est un fait indiscutable que l'extension de la recherche spatiale est principalement conditionnée par le développement et les besoins de l'industrie de guerre du pays considéré, quelle que soit la forme de démagogie avec laquelle il tente de la justifier. Le premier à comprendre l'intérêt des fusées, dans le domaine de l'abattage en masse du prolétariat et des installations industrielles fut Hitler, précurseur de la recherche fondamentale en astronautique, pionnier du progrès scientifique de la société bourgeoise, « Prix Nobel » du massacre en grand. Il employa une partie des crédits affectés à la recherche militaire pendant la guerre 39-45 à la construction des missiles V1 et V2 et constitua à Pennemunde, une base de savants possédant déjà les grandes lignes de la technique astronautique.

Au lendemain du massacre impérialiste, lorsque les anti-fascistes nous assurèrent que la guerre était gagnée et que cette sanglante victoire consacrait la supériorité de la tolérance sur la bestialité, etc... (on connaît le refrain), il se produisit une véritable course entre les deux Etats impérialistes les plus puissants, U.S.A. et URSS, pour s'assurer la collaboration volontaire ou pas, des techniciens et savants allemands. Une partie de ceux-ci, récupérée par les USA, végéta dans les bureaux d'étude de Houston. L'autre, enlevée de force par les Russes, fut selon leur savoureuse expression anti-fasciste « pressée comme un citron » et, sous la direction de Korolev, produisit vers 1955 le moteur RO 117 et la fusée « Lance Vostok ».

En octobre 1957, la « bombe » du premier satellite artificiel Spoutnik 1, sanctifiant définitivement l'entrée de l'espace dans l'actualité et celle de l'URSS dans le club des « grands ». En matière d'économie politique capitaliste, l'URSS prouva qu'elle pouvait en remontrer au plus grand des Etats bourgeois, comprendre plus vite que lui l'importance militaire de la conquête spatiale, et tandis que les USA rafistolent une vieille fusée pour lancer, au milieu d'une série d'échecs, un pamplemousse d'un kilo, les Russes plaçaient sur orbite des engins de quatre tonnes et envoyaient l'effigie de Lénine s'écraser sur la Lune. Dès lors que le coup d'envoi était donné, la carrière de l'astronautique se développa à une vitesse prodigieuse.

Ce processus d'évolution de l'industrie spatiale ne peut être compris qu'en le liant dialectiquement à celui du développement général de l'économie et particulièrement de l'industrie militaire. Ainsi, si les besoins de l'armée sont la cause du développement de l'industrie spatiale, celle-ci influe à son tour sur le développement de l'armée et de son industrie. Par exemple si ce sont des

nécessités de la stratégie militaire qui ont engendré la production de fusées et par là-même le développement de l'industrie spatiale, celle-ci a modifié à son tour l'organisation de l'armée tant au niveau des infrastructures (bases de lancement, satellites de télécommunications, etc...) qu'au niveau du recrutement des officiers (nécessité d'une vaste culture scientifique).

Passons maintenant aux réjouissances que nous proposent les divers impérialismes dans le cadre de la préparation de la future troisième guerre mondiale. Les programmes spatiaux purement militaires, sont principalement orientés dans trois directions : les télécommunications, l'observation et la destruction. Nous aborderons les télécommunications d'un autre point de vue, car leur application dans le domaine militaire est une conséquence de leur développement dans le domaine économique. Pour l'observation, l'électronique très poussée des satellites permet à chaque camp de surveiller l'évolution de son voisin dans le domaine atomique ou la disposition de ses forces armées. Mais le plat de résistance de ces programmes est certainement l'assortiment de missiles balistiques et de bombes orbitales. Leur nombre (environ 1.500 pour les grands, USA et URSS, et une vingtaine pour les petits, Grande-Bretagne, France, Chine) et leur puissance (Khrouchtchev avec une bombe de 50 mégatonnes se faisait fort avec une explosion en haute atmosphère, de détruire un territoire d'étendue égale à celui du Bénélux. Bel exemple d'internationalisme prolétarien !) n'ont d'égal que leur rapidité d'attaque. (Deux minutes de préavis pour le système de bombardement orbital inventé par nos staliniens dans la tradition non de « la transformation de la guerre impérialiste en guerre civile » mais de la transformation de la guerre civile en guerre atomique !)

Impressionnés par cet énorme potentiel militaire, nos savants « futurologues » qui, dans le domaine de la débilite mentale, sont de sacrés spécialistes, ont prédit une nouvelle forme de guerre, la guerre spatiale pacifique, où l'affrontement entre les pays s'effectuerait au-dessus de nos têtes, chacun essayant de détruire les bombes orbitales de l'autre. Selon cette curieuse règle du jeu, le vainqueur serait celui qui aurait fait sauter toutes les bombes de ses adversaires, et qui, donc, par le mécanisme de la dissuasion, occuperait une position de force vis-à-vis d'eux. C'est n'avoir évidemment pas compris que si la guerre, née de conflits d'intérêts impérialistes, a pour but subjectif la victoire de l'un de ces impérialismes, elle a pour but objectif, la destruction des installations industrielles et des forces productives

dont la surcroissance menace sans cesse la stabilité et l'existence de la société capitaliste.

C'est cette destruction qui permet au capital de noyer ses contradictions (baisse du taux de profit, chômage, crise de surproduction) dans un flot de sang. C'est dans cet esprit que l'on peut comprendre les accords sur la limitation des armements nucléaires qui établissent les règles qui permettraient que les destructions du prochain massacre ne tournent pas à l'anéantissement total de l'humanité.

Bien entendu tout ceci n'est pas avoué publiquement et pour cacher la forêt, on met l'arbre de la recherche astronautique devant. C'est ainsi que les naïfs, qui ont applaudi à « l'exploit » des Soyouz ou des Lunas, n'ont pas compris que la fusée qui les avait lancés, la SS 9, est celle-là même qui avait été présentée lors de la parade de l'Armée Rouge en 1967 à Moscou, comme le missile le plus puissant de l'URSS et probablement du monde, et que c'est celle qui risque de leur retomber un jour sur le crâne.

Les admirateurs de la station orbitale, ne voient pas que, n'ayant pu ouvertement lancer une strictement militaire (projet MOL), les USA camouflent leur expérience dans ce beau laboratoire scientifique, qu'est le SKY-LAB. Nous reviendrons sur cet aveuglement, sur ce crétinisme statial, mais auparavant, il faut préciser la relation entre la recherche spatiale et l'économie générale des pays capitalistes.

Payée entièrement par la plus-value extorquée aux ouvriers (5 milliards de dollars par an pour les USA), l'astronautique, du point de vue de l'économie capitaliste, a différents buts. D'abord elle permet à l'industrie de tourner.

Les investissements massifs de l'Etat dans cette partie de l'économie permettent aux plus grands trusts de vendre une partie spé-

(Suite page 6)

LA POLLUTION DU MERCANTILISME

La "Russie socialiste" se devait d'être au premier rang de la lutte contre la pollution, comme elle est au premier plan de la lutte contre l'impérialisme grâce à ses troupes qui bivouaquent sur la moitié de l'Europe, et à sa flotte, présente sur toutes les mers du monde, comme elle est encore au premier rang de la lutte pour la paix, qu'elle protège de ses ogives nucléaires socialistes.

En Russie, rien n'est comme ailleurs. Staline avait déjà découvert que "chez nous" le déperissement de l'Etat se traduit par son renforcement maximum. Il serait tout à fait inconvenant que, dans cette terre de miracles, la "pollution" se manifeste sous des formes identiques à celles qu'elle revêt dans les pays capitalistes.

Et "France Nouvelle" du 25-31 janvier, qui établit un parallèle entre les Etats-Unis d'Amérique et la Russie peut écrire, avec un ton de satisfaction doctorale et nuancée : « En U.R.S.S., le problème de la pollution se pose également, mais ne prend pas un caractère aussi menaçant, car aucun groupe ne défend d'intérêts particuliers ». Et d'ajouter aussitôt une image pieuse pour illustrer le propos : « Toutes les centrales électriques de Moscou et de Léningrad depuis 1962 sont alimentées en combustible à faible teneur en soufre, bien que pour cela il eût fallu renoncer au charbon bon marché des environs de Moscou et utiliser une autre espèce plus chère du Dombass ».

Nous devons avouer qu'une telle démonstration de socialisme nous laisse rêveurs. Ainsi, il n'y a pas d'intérêts de groupes en Russie, et pourtant, voici que nous avons sous les yeux deux groupes : celui qui fournit le charbon de Moscou bon marché, et celui qui fournit l'espèce plus chère du Dombass ! Si nous considérons que les prix de revient baissent quand le salaire diminue, et que ces deux "groupes" ont donc "intérêt" à abaisser les salaires, nous voyons apparaître aussitôt un troisième groupe : celui des vendeurs de force de travail, la classe ouvrière de Russie. Enfin, nous apprenons dans le même article que le "Gouvernement de l'U. R. S. S.", quatrième groupe, a "attribué des sommes importantes" afin de lutter contre la pollution.

Bref, la Russie est socialiste, d'après "France Nouvelle", parce que le gouvernement a supporté un déficit pour combattre un fléau social, et parce qu'il a "attribué des sommes importantes".

Et si l'honorable journaliste voulait maintenant établir en quoi l'Etat russe, dispensateur de crédits et défenseur des intérêts d'ensemble des entreprises russes, diffère de l'Etat français ou américain, nous sommes sûrs qu'il serait bien embarrassé et se perdrait en considérations générales et dignes de Lincoln sur le bien du peuple !

Chassez la vérité par la porte, elle rentre par la fenêtre. Nous ne croyons pas évidemment que le gouvernement russe lutte contre la pollution d'une manière différente des gouvernements occidentaux. Et nous sommes sûrs qu'en Russie comme aux Etats-Unis, cette lutte se bornera à conserver les travailleurs en bon état de marche, et ne se développera que si l'on peut "vendre de la santé" ou si, comme le disait "Entreprise" dans le langage sans fard d'une bourgeoisie orgueilleuse, on "trouve de l'or dans les poubelles".

Pour le reste, force est de constater que l'hédomodaire de la démocratie avancée aura simplement réussi à rappeler à ceux qui savent ce qu'est le Communisme que la société russe, tout comme la société américaine, est rongée par la lèpre des prix de revient, du salaire et du profit, et y aura par conséquent mis à jour la maladie qui est la raison de toutes les autres maladies sociales, et dont la disposition est la seule garantie de la guérison de la société : la maladie de la circulation universelle des marchandises, la maladie de l'exploitation, la pollution du mercantilisme.

Le programme immédiat de la dictature du prolétariat

Dans le Manifeste de 1848, Marx avait énoncé une série de mesures provisoires, qu'un pouvoir ouvrier aurait dû prendre et qui, dénuées de toute ombre d'utopie ou de démagogie, correspondaient au développement réel des forces productives et de l'organisation sociale d'alors.

Le but de cet article n'est pas de mettre à jour ces mesures en fonction du développement actuel : le changement ne serait pas qualitativement considérable si l'on songe que les mesures du Manifeste, bien que compatibles en général avec le mode de production capitaliste, n'ont été adoptées que partiellement dans la plupart des nations bourgeoises.

Ce but est avant tout de confirmer une nouvelle fois l'absolue nécessité de la dictature du prolétariat par un examen sommaire des conditions de la société d'aujourd'hui, appelée dans l'avenir à prendre une direction opposée à celle que le capitalisme lui impose actuellement.

Cette nécessité découle de la manière même dont le prolétariat hérite de l'organisation économique et sociale du capitalisme. Lourde et à maints égards absurde, cet héritage pourra d'autant moins être démantelé à l'aide des

belles phrases et des bonnes intentions dont l'humanitarisme socialiste est coutumier qu'il s'agit de passer de la préhistoire de la société de classe à l'histoire humaine.

Tous les groupements politiques de « l'arc-en-ciel démocratique », sans exclure les bourgeois « éclairés » et les fascistes eux-mêmes, rêvent de « réformes de structure », d'« humanisation » du travail et autres fariboles hypocrites : aucun évidemment ne parle de détruire les rapports de production actuels. Quant à ceux qui pensent justement qu'aucune transformation n'est possible sans un bouleversement radical des rapports de production et des rapports sociaux, ils ne savent pas voir, la plupart du temps, que ce changement doit être précédé d'une révolution prolétarienne violente qui abatte en premier lieu le pouvoir d'Etat capitaliste et, en second lieu, instaure un nou-

veau pouvoir de classe, un nouvel Etat, une nouvelle machine d'oppression. Pour certains, à l'ère moderne, la dictature prolétarienne serait devenue superflue du fait du développement gigantesque des forces productives ; la société pouvant disposer désormais des produits « selon les besoins de chacun » pourrait aussi passer directement du capitalisme au communisme intégral.

Le passage historique au socialisme n'a rien d'utopique, mais il n'est pas simple, comme nous le verrons plus loin. Le « rachat » du travail, comme dit Marx, devra être payé par tout une nouvelle phase historique. Plus longtemps l'actuel régime durera, plus élevé sera le prix que le travail devra payer pour se libérer de l'esclavage salarié. La présente phase du mode de production capitaliste n'est pas tellement caractérisée par l'incessant développement des forces productives que par leur destruction systématique, ce qui rend toujours plus étroites les formes dans lesquelles celles-ci s'accroissent. Et il s'agit d'une question non seulement de quantité, mais aussi de qualité.

(Suite en page 5)

REUNION PUBLIQUE A PARIS

(suivie d'une discussion)

VENDREDI 25 FEVRIER, à 20 h. 45

SALLE LANCRY, 10, rue de Lancry — PARIS (X^e)

(Métro République)

Parti, classe et dictature prolétarienne

ET LUTTE POLITIQUE

HIER

« Ne dites pas que le mouvement social n'est pas un mouvement politique » s'exclame Marx dès les premiers écrits qui exposent la méthode du Communisme critique. Dans une dizaine de passages, on retrouve la même thèse, « toute lutte de classe est une lutte politique », qui annonce une ère nouvelle et mine les fondements de tout un monde. Car si des bourgeois peuvent accepter la thèse selon laquelle « toute l'histoire de la société est l'histoire de la lutte des classes », seuls des révolutionnaires peuvent accepter celle de la lutte politique au sens marxiste de lutte violente et armée pour le pouvoir.

A cette époque, on n'en est pas encore aux sarcasmes et aux excommunications : « Ne dites pas que le mouvement social n'est pas un mouvement politique » est une simple mise en garde, une simple exhortation. C'est le point crucial des controverses et des conflits de l'époque, mais il est toujours actuel.

La « question sociale » s'était posée dans toute son importance au cours des révolutions bourgeoises alors toutes récentes qui avaient exercé une influence indubitable sur les masses par leurs revendications politiques, leur défense des droits du citoyen et des libertés juridiques, et qui s'étaient présentées comme un mouvement égalitaire et universel : la liberté de penser, de parler, de s'associer, d'écrire, de voter, c'était bien beau, mais les hommes ont d'autres problèmes, et relatifs à leurs intérêts matériels et à leurs rapports économiques.

La position alors la plus courante consistait, en bref, à dire, soit par conviction, soit, plus souvent encore, par asservissement aux nouvelles puissances bourgeoises : faisons état des très nobles conquêtes, des immortels principes, des suprêmes garanties de la révolution libérale ; reconnaissons que dans l'ordre moral, juridique, philosophique, politique, il ne reste plus rien à faire et que la civilisation ainsi édifiée est définitive ; passons maintenant dans un autre domaine, un domaine différent, et de niveau nettement inférieur au précédent (...) du point de vue des idéaux, et songons à donner une solution aux exigences économiques, et aux problèmes sociaux.

Cette position fautive et insidieuse constituait déjà alors la prémisse de la défense de l'ordre capitaliste et du privilège bourgeois. Depuis un siècle que celui-ci résiste aux assauts des avant-gardes révolutionnaires de la classe ouvrière, nous n'en avons rien dit. Elle prouvait déjà que la bourgeoisie et ses propagandistes étaient tombés au-dessous du niveau des régimes monarchiques déçus qui avaient donné des exemples si remarquables de politique économique et de mesures sociales que les premiers réformateurs humanitaires et utopistes s'en étaient remis à leur bonne volonté pour remédier aux injustices économiques et distributives en appliquant les solutions inventées par eux.

Nombre de ces réformateurs considéraient la révolution politique libérale elle-même comme superflue pour obtenir la justice sociale. D'autres, plus rares, voyaient dans les conquêtes démocratiques la condition sacrée, l'ambiance idéale du réformisme social.

La conception marxiste diffère radicalement de celles que nous venons d'évoquer, dans ce sens qu'elle abolit et enterre complètement la

stupide distinction que les philanthropes faisaient entre le politique et le social. Elle commence par démontrer que le mouvement politique libéral lui-même est né sur le terrain d'une lutte sociale opposant des classes économiques et non au royaume des idées et dans les pages des Encyclopédies, et que ses revendications et ses institutions politiques réalisent les conditions optimales pour la victoire et la conservation de la domination capitaliste. Elle en conclut qu'une modification du système social instauré par la bourgeoisie ne peut résulter que d'une nouvelle lutte politique, c'est-à-dire d'une nouvelle lutte pour le pouvoir et que cette lutte ne pourra manquer d'être précédée d'une bataille de la nouvelle doctrine révolutionnaire contre les principes économiques, sociologiques, politiques et même philosophiques de la société bourgeoise.

La bourgeoisie s'est constituée en classe au cours d'un processus révolutionnaire grandiose. Pour elle, il était clair qu'il n'y a pas de révolution de classe sans parti révolutionnaire, et qu'il n'y a pas davantage de parti révolutionnaire sans théorie révolutionnaire, et elle l'a affirmé contre l'ancien régime.

La même chose vaut contre elle.

A son époque révolutionnaire, elle n'avait rien trouvé de bon, de vrai ni de juste dans les doctrines héritées du Moyen-Age. De même, loin de greffer des principes nouveaux sur les vieilles doctrines bourgeoises ou de leur faire des emprunts, la nouvelle classe révolutionnaire, le prolétariat, les sapa jusque dans leurs fondements (...).

La bourgeoisie n'avait pu obtenir la victoire qu'en usant de violence, mais dans sa propagande elle prétendait que la politique de la lanterne et de la guillotine était définitivement révolue, et que celle du bulletin de vote restait la seule possible.

En appliquant la dialectique historique à l'analyse économique et à la question sociale, le marxisme montra que la solution reste la guillotine, non plus pour les aristocrates, mais pour la bourgeoisie. Dès sa naissance, il combattit le mensonge constituant à poser la question sociale « en dehors de la politique » parce qu'il ne pouvait que faire obstacle à la révolution.

Des années après le Manifeste de 1848, en Allemagne, au lieu de comprendre que le solide pouvoir policier de l'Empire bismarckien continuerait à maintenir la classe ouvrière sous le joug en se mettant au service du capitalisme industriel qui faisait alors des premiers pas de géant, les lassalliens flirtèrent avec Bismarck, renonçant à une lutte politique jugée scabreuse pour se consacrer à une œuvre sociale dans les syndicats et dans les coopératives de production, répétant les déviations de Proudhon et du socialisme « bourgeois », qui, selon la définition du Manifeste, « essaya de dégoûter les ouvriers de tout mouvement révolutionnaire, en leur démontrant que ce n'était pas tel ou telle transformation politique, mais seulement une transformation des conditions de la vie matérielle, des rapports économiques qui pouvaient leur profiter », entendant par là non pas « l'abolition du régime de production bourgeois, laquelle n'est possible que par la révolution, mais uniquement la réalisation de réformes administratives sur la base même de la production bourgeoise, réformes qui, par conséquent, ne

« changent rien aux rapports du capital et du salariat ».

Beaucoup plus tard, le syndicalisme sorélien français, espagnol et aussi italien reproduisit la même déviation, bien que face au réformisme parlementaire, il ait semblé caractérisé par la revendication de la violence et par une position anti-étatique : visant la réalisation d'un programme purement économique, il perdit de vue la nécessité de la lutte politique pour le pouvoir et la fonction du prolétariat de classe.

Après la première guerre mondiale, spécialement en Italie, on retrouve les mêmes erreurs dans le mouvement qui considérait les conseils d'usine comme automatiquement révolutionnaires et donc capables de donner une organisation différente à la production, même avant et sans le renversement de l'Etat bourgeois par le prolétariat sous la direction de son parti.

Bien qu'influencé par la révolution russe, ce mouvement « pour les conseils d'usine » se ressentit bientôt de ses origines et, comme tous les mouvements analogues, il aboutit historiquement à la collaboration et au bloc des classes. Le titre même de son journal, (« Ordre nouveau »), reflétait l'idée que dans l'usine, les ouvriers travaillaient à construire un ordre productif nouveau, idée incomplète puisque le problème central était pour Marx et reste toujours le problème de la FORCE NOUVELLE, du POUVOIR NOUVEAU, prémisses de la marche difficile à la nouvelle société.

En Russie, les bolchéviks eurent de même à lutter violemment contre la déviation des économistes qui, comme leur nom l'indique, voulaient poser les revendications ouvrières en dehors du problème du pouvoir, qui consistait alors dans le renversement du tsarisme, souhaité également par les partis bourgeois, et dans un développement de la lutte susceptible de renverser la bourgeoisie elle-même. Au terme du développement, tous les faux révolutionnaires issus du courant économiste et tous les traités au marxisme se trouvèrent tout naturellement réunis en un bloc hostile au parti de la révolution et de la dictature du prolétariat.

Le marxisme établit donc que les luttes politiques ont une base économique et que la lutte contre les conditions sociales propres au capitalisme ont nécessairement un caractère politique : c'est là un pilier de la doctrine.

En 1848, il n'y avait pas grand danger qu'en disant lutte politique pour lutte révolutionnaire, quelqu'un comprenne ou feigne de comprendre lutte électorale, pacifique, légale. Justement parce que les révolutions bourgeoises étaient soit récentes soit encore à l'ordre du jour, il était clair que les revendications politiques se défendent au moyen de la guerre civile.

La thèse du sous-marxisme et de l'opportunisme ne s'écrivait pas encore comme à l'époque ultérieure de capitalisme « pacifique » dans les termes : lutte de classe, lutte pour les intérêts ouvriers au moyen de la démocratie, du suffrage universel et des partis légalitaires et parlementaires. Elle s'écrivait dans des termes bien différents : action pour l'amélioration des conditions sociales des travailleurs, en dehors des questions du pouvoir politique. Mais, aux deux époques, la conclusion fut la même : renonciation à la lutte pour abattre le pouvoir constitué et pour détruire l'appareil d'Etat.

C'est seulement à une époque plus récente qu'on a entendu parler de « partis ouvriers » usant de moyens légaux et repoussant la révolution par la violence. Alors il n'était encore question que d'action visant à améliorer les conditions de vie des ouvriers par des mesures sociales, mais non par des actions de parti, et à plus forte raison de partis formés par les ouvriers eux-mêmes.

Il faut bien avoir à l'esprit cette différence quand on examine l'évolution de la tâche du parti de classe et sa tactique en matière d'accords et d'alliances.

A l'époque du Manifeste, il était extrêmement important de démontrer que les maux des salariés seraient nécessairement combattus par les salariés eux-mêmes dans des

formes toujours moins inconscientes, et non pas par des idéologues et des philanthropes. Il était important de prouver que de lui-même « le mouvement social devenait un mouvement politique ». Le seul fait qui pour défendre les intérêts des salariés industriels, un mouvement de nature politique se soit formé était un fait révolutionnaire qui se heurtait à tout l'appareil de la légalité et à toutes les couches de la classe bourgeoise. A cette époque de bourgeoisie naissante et incendiaire, le seul fait de parler d'un parti de la classe ouvrière signifiait déjà avoir rejeté toutes les thèses politiques et juridiques du libéralisme.

Les premiers mouvements ouvriers qui se dirent politiques n'avaient ni une orientation marxiste, ni une théorie claire mais ils ont fait historiquement la preuve de la justesse des conclusions présentées pour la première fois par le Manifeste de 1948 comme la base d'une organisation politique. C'est pourquoi, loin de les condamner, Marx en tira la leçon et s'il affirma que les communistes ne sont pas différents des autres partis ouvriers, c'est qu'alors un parti ouvrier légalitaire et prolétarien était impensable.

Par leur seule existence, ces premiers partis prolétariens débordaient la limite dans laquelle l'opportunisme d'alors enfermait la question sociale en la traitant comme une affaire purement économique et constituait une menace pour la bourgeoisie qui les combattit de toutes ses forces. Par exemple, le parti chartiste anglais naquit bien comme

un parti de démocratie radicale et de réforme, mais il devint rapidement un mouvement ouvrier de rébellion armée, et en dépit de tout son libéralisme, la bourgeoisie anglaise le mit immédiatement hors-la-loi et l'écrasa par une répression féroce.

Un tel parti ne pouvait encore posséder une théorie communiste claire, mais il lutta pratiquement dans la direction prévue par la théorie marxiste. A l'époque, le développement du prolétariat européen était encore embryonnaire et ce dernier en était encore aux premières déclarations théoriques qui devaient donner à son parti de classe une base solide.

Ayant affirmé qu'une fois engagés sur la voie du mouvement politique, les travailleurs verraient s'ouvrir devant eux la voie qui les conduirait à leur dictature de classe, Marx prévoyait bien qu'au moment décisif, toutes les forces coalisées de la bourgeoisie se dresseraient contre eux.

C'est ainsi que le parti chartiste fut battu, ses chefs mis en prison, son organisation détruite, ce qui ébranla la confiance que la classe ouvrière avait mise dans sa propre force. Peu après, l'insurrection de juin 1848, qui fut étouffée dans le sang, unit sous le même drapeau, tant en Angleterre que sur le continent, toutes les fractions des classes dominantes... « Et leur cri de guerre fut : sauvez la caisse, la propriété, la religion, la famille et la société » (Le Capital).

comprendra-t-il à temps, cette fois. la solidarité des deux adversaires contre lui, et répondra-t-il, avec Marx, que le prolétariat a une fonction politique qui est une fonction révolutionnaire et, avec Lénine, que même si d'autres révolutions que la révolution socialiste étaient encore à l'ordre du jour quelque part, « la révolution doit servir au prolétariat, et non le prolétariat à la révolution ». Et alors, il ne marchera plus pour aucun « allié » de l'Est ou de l'Ouest, ni comme soldat en uniforme ni comme partisan.

AUJOURD'HUI

L'opportunisme première manière voulait tenir les ouvriers éloignés de la politique.

L'opportunisme seconde manière, celui de l'époque social-démocrate et de la guerre de 1914-18, revendiqua une fonction et une organisation politiques pour la classe ouvrière, non pour briser l'Etat bourgeois, mais pour servir les exigences politiques de la bourgeoisie elle-même : résistance à de prétendues contre-offensives féodales, guerres nationales, diffusion du capitalisme dans les pays « arriérés », toutes fonctions qui devaient être remplies dans le cadre du système bourgeois afin de lui permettre d'« évoluer ».

L'opportunisme troisième manière, celui de la dernière guerre mondiale, a pris la force politique ouvrière pour la faire servir une fois de plus à la défense des principes démocratique bourgeois contre la prétendue menace d'un nouvel absolutisme fasciste, qui fut en réalité la vieille dictature de classe du Capital. Cet opportunisme admit lui-aussi que le prolétariat devait lutter sur le terrain politique et prétendit même qu'aux moyens légaux et officiels, à la mobilisation dans les armées régulières devait s'ajouter l'action partisane de formations militaires irrégulières contre les ennemis des « Alliés » présentés comme « progressistes ».

Dans toutes ces phases, la classe ouvrière ne fut jamais que l'alliée des autres : l'inertie, la lutte légale ou illégale lui furent imposées pour servir les buts de son ennemi de classe. Cela finit chaque fois dans la désillusion et un nouvel asservissement.

Peut-être dans une quatrième phase, une phase de troisième guerre mondiale, les ouvriers seront-ils appelés à nouveau à entrer en lutte (et pas seulement par un seul des deux camps en présence comme la dernière fois) pour sauver les « principes de la civilisation », voire les principes « révolutionnaires ».

Et peut-être le prolétariat mondial, retrouvant sa voie de classe,

SOUSCRIPTION PERMANENTE 1972

LISTE N° 1

S., 140 ; J. C., 10 ; Piccino, pour la presse, 100 ; Cavallion, 140 ; Claude, 25 ; Siège, 10 ; Philippe, 10 ; France, 10 ; Canada, 10 ; Italie, 50 ; Amadeo, en mémoire de Bruno, 10 ; Proletaire, 60 ; Pour combler le déficit, 2680 ; Salle, 95 ; S., exceptionnelle, 500 ; Un camarade Spadois, 25 ; Canada, 17,50 ; Yves, 17,50 ; Denis, 75 ; Théo, soutien, 8 ; R. et R., 90 ; Cavallion, 40 ; Paris, décembre, 2.835 ; Philippe, 25 ; Un camarade liégeois, 25 ; Pluto, en souvenir d'Ottorino, 125 ; Amadeo, en mémoire d'Amadeo, 100.

Total liste n° 1... 7.234,00 F

Directeur-Gérant
F. GAMBINI

IMPRIMERIE « LINO-IMP »

1, 3, 5, Boulevard Schloesing
MARSEILLE (X^e) - Tél. 77-92-48

Distribué par les N. M. P. P.

Correspondance :

« le prolétaire »
B. P. 375, MARSEILLE-Colbert

Versements :

« le prolétaire »
C.C.P. 2202-22 MARSEILLE

Abonnements :

« le prolétaire »
1 an : 10 F (100 FB)
6 mois : 5 F (50 FB)
(pli fermé : 15 F et 7,50 F)
« programme communiste »
1 an : 15 F (150 FB)
« programme communiste »
et « le prolétaire »
1 an : 25 F (250 FB)

Bulletin d'abonnement

NOM :

Prénoms :

Adresse :

« le prolétaire » : 6 mois.

« le prolétaire » : 1 an.

« programme communiste ».

Combiné.

(entourer le signe)

VIENT DE PARAITRE

PROGRAMME COMMUNISTE

N° 53-54

AU SOMMAIRE

- ◆ L'invariance historique du marxisme.
- ◆ Fausse ressource de l'activisme.
- ◆ Le Parti devant la question syndicale.
- ◆ Marxisme et « sous-développement ».
- ◆ En mémoire d'Amadeo Bordiga : IV. — Défense du Parti et de l'Internationale.
- ◆ Gorter, Lénine et la Gauche.

Le numéro : 5 F — Commandes au « prolétaire »

Rapports entre parti et classe, action de classe et associations économiques ouvrières dans le communisme révolutionnaire

(SUITE DU PRECEDENT NUMERO)

Le premier après-guerre

Extrait des thèses du II^{ème} Congrès de l'Internationale Communiste sur le mouvement syndical, les Comités de fabrique et d'usines.

2. Les conséquences économiques de la guerre, la désorganisation complète du système économique du monde entier, la cherté affolante de la vie, l'exploitation la plus intense du travail des femmes et des enfants, la question de l'habitation, qui vont progressivement de mal en pis, tout cela pousse les masses prolétariennes dans la voie de la lutte contre le capitalisme. Par son caractère et par son envergure se dessinant plus nettement de jour en jour, ce combat devient une grande bataille révolutionnaire détruisant les bases générales du capitalisme. L'augmentation des salaires d'une catégorie quelconque d'ouvriers, arrachée aux patrons au prix d'une lutte économique acharnée, est réduite le lendemain à zéro par la hausse du coût de la vie. Or, la hausse des prix doit continuer, car la classe capitaliste des pays vainqueurs, tout en ruinant par sa politique d'exploitation l'Europe orientale et centrale, n'est pas en état d'organiser le système économique du monde entier ; elle le désorganise au contraire de plus en plus.

Pour s'assurer le succès dans la lutte économique, les larges masses ouvrières qui demeureraient jusqu'à présent en dehors des Syndicats y affluent maintenant. On constate dans tous les pays capitalistes une croissance prodigieuse des Syndicats qui ne représentent plus maintenant l'organisation des seuls éléments avancés du prolétariat, mais celle de toute sa masse. En entrant dans les Syndicats, les masses cherchent à en faire leur arme de combat. L'antagonisme des classes devant toujours de plus en plus aigu force les Syndicats à organiser des grèves dont la répercussion se fait sentir dans le monde capitaliste tout entier, en interrompant le processus de la production et de l'échange capitalistes.

En augmentant leurs exigences à mesure qu'augmente le prix de la vie et qu'elles-mêmes s'épuisent de plus en plus, les masses ouvrières détruisent par cela même tout calcul capitaliste qui représente le fondement élémentaire d'une économie organisée. Les Syndicats, qui étaient devenus pendant la guerre les organes de l'asservissement des masses ouvrières aux intérêts de la bourgeoisie, représentent maintenant les organes de la destruction du capitalisme.

3. Mais la vieille bureaucratie professionnelle et les anciennes formes de l'organisation syndicale entravent de toute manière cette transformation du caractère des Syndicats. La vieille bureaucratie professionnelle cherche partout à faire garder aux Syndicats leur caractère d'organisations de l'aristocratie ouvrière ; elle cherche à maintenir en vigueur les règles rendant impossible l'entrée des masses ouvrières mal payées dans les Syndicats. La vieille bureaucratie syndicale s'efforce encore de remplacer le mouvement gréviste qui revêt chaque jour de plus en plus le caractère d'un conflit révolutionnaire entre la bourgeoisie et le prolétariat par une politique de contrats à long terme qui ont perdu toute signification en présence des variations fantastiques des prix. Elle cherche à imposer aux ouvriers la politique des communes ouvrières, des Conseils réunis de l'industrie (*Joint Industrial Councils*) et à entraver par la voie légale, grâce à l'aide de l'Etat capitaliste, l'expansion du mouvement gréviste. Aux moments critiques de la lutte, la bourgeoisie sème la discorde parmi les masses ouvrières militantes et empêche les actions isolées de différentes catégories d'ouvriers de fusionner dans une action de classe

générale ; elle est soutenue dans ces tentatives par l'œuvre des anciennes organisations syndicales, morcelant les travailleurs d'une branche d'industrie en groupes professionnels artificiellement isolés, bien qu'ils soient tous rattachés les uns aux autres par le fait même de l'exploitation capitaliste.

Elle s'appuie sur le pouvoir de la tradition idéologique de l'ancienne aristocratie ouvrière, bien que cette dernière soit sans cesse affaiblie par l'abolition des privilèges de divers groupes du prolétariat ; cette abolition s'explique par la décomposition générale du capitalisme, le nivellement de la situation de divers éléments de la classe ouvrière, l'égalisation de leurs besoins et leur manque de sécurité.

C'est de cette manière que la bureaucratie syndicale substitue de faibles ruisseaux au puissant courant du mouvement ouvrier, substitue des revendications partielles réformistes aux buts révolutionnaires généraux du mouvement et entrave d'une manière générale la transformation des efforts isolés du prolétariat en une lutte révolutionnaire unique tendant à la destruction du capitalisme.

4. Etant donné la tendance prononcée des larges masses ouvrières à s'incorporer dans les Syndicats, et considérant le caractère objectif révolutionnaire de la lutte que ces masses soutiennent en dépit de la bureaucratie professionnelle, il importe que les communistes de tous les pays fassent partie des Syndicats et travaillent à en faire des organes conscients de lutte pour le renversement du régime capitaliste et le triomphe du Communisme. Ils doivent prendre l'initiative de la création des Syndicats partout où ces derniers n'existent pas encore.

Toute désertion volontaire du mouvement professionnel, toute tentative de création artificielle de Syndicats qui ne serait pas déterminée par les violences excessives de la bureaucratie professionnelle (dissolution des filiales locales révolutionnaires syndicales par les centres opportunistes) ou par leur étroite politique aristocratique fermant aux grandes masses de travailleurs peu qualifiés l'entrée des organes syndicaux, présente un danger énorme pour le mouvement communiste. Elle écarte de la masse les ouvriers les plus avancés, les plus conscients, et la pousse vers les chefs opportunistes, travaillant pour les intérêts de la bourgeoisie...

Les hésitations des masses ouvrières, leur indécision politique et l'influence que possèdent sur eux les leaders opportunistes ne pourront être vaincues que par une lutte de plus en plus âpre dans la mesure où les couches profondes du prolétariat apprendront par expérience, par les leçons de leurs victoires et de leurs défaites, que jamais le système économique capitaliste ne leur permettra d'obtenir des conditions de vie humaines et supportables, dans la mesure où les travailleurs communistes avancés apprendront, par l'expérience de leur lutte économique, à être non seulement des propagandistes théoriques de l'idée communiste, mais aussi des meneurs résolus de l'action économique et syndicale.

Ce n'est que de cette façon qu'il sera possible d'écarter des Syndicats leurs leaders opportunistes, de mettre des communistes à la tête et d'en faire un organe de la lutte révolutionnaire pour le Communisme. Ce n'est que de cette manière qu'il sera possible d'arrêter la désagrégation des Syndicats, de les remplacer par des Unions industrielles, d'écarter la bureaucratie étrangère aux masses et de lui substituer un organe formé

par les représentants des ouvriers (*Betriebsvertreter*), en n'abandonnant aux institutions centrales que les fonctions strictement nécessaires.

5. Comme les communistes attachent plus de prix au but et à la substance des Syndicats qu'à leur forme, ils ne doivent pas hésiter devant les scissions qui pourraient se produire au sein des organisations syndicales si, pour les éviter, il était nécessaire d'abandonner le travail révolutionnaire, de se refuser à organiser la partie la plus exploitée du prolétariat. S'il arrive pourtant qu'une scission s'impose comme une nécessité absolue, on ne devra y recourir que possédant la certitude que les communistes réussiront par leur participation économique à convaincre les larges masses ouvrières, que la scission se justifie non par des considérations dictées par un but révolutionnaire encore très éloigné et vague, mais par les intérêts concrets immédiats de l'action économique. Dans le cas où une scission deviendrait inévitable, les communistes devraient accorder une grande attention à ce que cette scission ne les isole pas de la masse ouvrière.

6. Partout où la scission entre les tendances syndicales opportunistes et révolutionnaires s'est déjà produite, où il existe, comme en Amérique, des Syndicats aux tendances révolutionnaires, sinon communistes, à côté des

Syndicats opportunistes, les communistes sont dans l'obligation de prêter leur concours à ces Syndicats révolutionnaires, de les soutenir, de les aider à se libérer des préjugés syndicalistes et à se placer sur le terrain du Communisme car ce dernier est l'unique boussole fidèle et sûre dans toutes les questions compliquées de la lutte économique. Partout où se constituent des organisations industrielles (soit sur la base des Syndicats, soit en dehors d'eux), tels les *Shop Stewards*, les *Betriebsraete* (Conseils de Production), organisations se donnant pour but de lutter contre les tendances contre-révolutionnaires de la bureaucratie syndicale, il est bien entendu que les communistes sont tenus de les soutenir avec toute l'énergie possible. Mais le concours prêté aux Syndicats révolutionnaires ne doit pas signifier la sortie des communistes des Syndicats opportunistes en état d'effervescence politique et en évolution vers la lutte de classe. Bien au contraire, c'est en s'efforçant de hâter cette révolution de la masse des Syndicats qui se trouvent déjà sur la voie de la lutte révolutionnaire que les communistes pourront jouer le rôle d'un élément unissant moralement et pratiquement les ouvriers organisés pour une lutte commune tendant à la destruction du régime capitaliste.

Ils tendent à entraîner derrière eux la majorité des travailleurs de ces associations et à conquérir les charges directrices, devenant ainsi le véhicule naturel des mots d'ordre du Parti. Le travail qu'ils accomplissent ne se limite pas à la propagande, au prosélytisme et aux campagnes électorales au sein des assemblées prolétariennes ; c'est un travail de conquête et d'organisation qui se développe dans le vif de la lutte et qui aide les travailleurs à tirer les plus utiles expériences de leur action.

14. Tout le travail et l'encadrement des groupes communistes tend à donner au Parti le contrôle définitif des organes dirigeant les associations économiques. Les centrales syndicales, en particulier, apparaissent comme le plus sûr moyen de diriger les mouvements du prolétariat non organisé vers le Parti. Celui-ci considère qu'il y a le plus grand intérêt à éviter la scission des syndicats et des autres organisations économiques. C'est pourquoi il ne saurait s'opposer à l'exécution des mouvements décidés par leurs directions sous prétexte qu'elle est dans les mains d'autres partis. Cela ne l'empêchera pas de faire la critique la plus ouverte tant de l'action elle-même que de l'œuvre des chefs.

15. Non seulement le Parti communiste participe, comme il vient d'être dit, à la vie des organisations prolétariennes que les intérêts économiques réels engendrent naturellement ; non seulement il favorise leur extension et leur renforcement, mais il s'efforce de mettre en évidence par sa propagande les problèmes qui intéressent réellement les ouvriers et qui, dans le développement de la situation, peuvent donner naissance à de nouveaux organismes de lutte économique. Par tous ces moyens, le Parti élargit et renforce l'influence qu'il exerce sur le prolétariat par mille canaux, en mettant à profit toutes les manifestations et possibilités de manifestations dans la vie sociale.

Extrait des thèses sur la tactique du Parti Communiste (II^{ème} Congrès du P. C. d'Italie à Rome, 1922).

III. — Rapports entre le Parti Communiste et la classe prolétarienne

10. Les caractères qui font du Parti de classe l'organisation de la fraction la plus avancée du prolétariat n'empêchent pas, mais au contraire exigent qu'il soit rattaché par des liens étroits au reste de la classe !

11. La nature de ces rapports se déduit de la dialectique régissant la formation de la conscience de la classe et de l'organisation unitaire du Parti. Cette formation se traduit par le déplacement d'une avant-garde du prolétariat du terrain des mouvements spontanés suscités par des intérêts partiels de groupe sur le terrain d'une action prolétarienne générale. Mais, bien loin de le faire en niant ces mouvements élémentaires, cette avant-garde lutte pour leur unification et leur dépassement dans l'expérience vivante, en poussant à leur accomplissement, en y prenant une part active et en les suivant avec attention dans tout leur développement.

12. L'œuvre de propagande idéologique et de prosélytisme continuellement accomplie par le Parti est donc inséparable de l'action réelle et du mouvement prolétarien sous toutes ses formes. Ce serait une erreur banale de juger que la participation à la lutte pour des résultats contingents et limités entre en contradiction avec la préparation à la lutte révolutionnaire finale et générale. La seule existence de l'organisation unitaire du Parti, avec son indispensable clarté de programme et sa non moins indispensable solidité et discipline d'organisation, garantirait déjà par elle-même que, loin d'attribuer jamais aux revendications partielles la valeur d'une fin en soi, on considère la lutte pour les faire triompher comme un moyen d'acquérir l'expérience et l'entraînement indispensables à une réelle préparation révolutionnaire.

13. Le Parti communiste participe donc à toutes les formes d'organisation économique prolétarienne ouvertes à tous les travailleurs sans distinction de convictions politiques (syndicats, conseils d'entreprise, coopératives, etc). Sa position fondamentale à l'égard des organismes de cette nature est qu'ils doivent comprendre tous les travailleurs se trouvant dans une situation économique donnée, et c'est en la défendant constamment qu'il y développe

la plus utilement son action. Pour cela, le Parti organise ceux de ses militants, qui sont membres de ces organisations, en groupes ou cellules dépendant de lui. Au premier rang dans les actions déclenchées par les associations économiques où ils militent, ceux-ci attirent à eux et donc dans les rangs du Parti les éléments qui, au cours de la lutte, auront suffisamment mûri pour y entrer.

IV. — Rapports du Parti Communiste avec les autres mouvements politiques prolétariens

19. Participant aux luttes des organisations économiques prolétariennes même quand elles sont dirigées par les socialistes, les syndicalistes ou les anarchistes, les communistes ne se refuseront pas à suivre l'action, à moins que la masse entière se rebelle spontanément contre elle. Ils n'en démontreront pas moins que la méthode erronée de ces chefs condamne cette action à l'impuissance ou à l'utopisme, à un point donné de son développement, alors que

la méthode communiste aurait conduit à de meilleurs résultats, aux fins du mouvement révolutionnaire général. Dans la polémique, les communistes distingueront toujours entre les chefs et les masses, laissant aux premiers la responsabilité des erreurs et des fautes. Ils ne manqueront pas de dénoncer tout aussi vigoureusement l'œuvre des dirigeants qui, malgré un sincère sentiment révolutionnaire, préconisent une tactique dangereuse et erronée.

Le second après-guerre

Le second après-guerre présente une physionomie bien différente de celle du premier. De l'Internationale Communiste, il ne reste plus que le petit Parti Communiste Internationaliste d'Italie, le seul qui n'ait pas adhéré à la guerre anti-fasciste et à la « défense de l'URSS », et qui fut le noyau du Parti Communiste International d'aujourd'hui. Sur le plan de la lutte de classe, même contraste. A la fermentation révolutionnaire qui suivit la première guerre mondiale dans plusieurs pays d'Europe, sans même parler de la Russie bolchévique, s'oppose l'union ouvrière pour la Démocratie retrouvée dans le second après-guerre, sans même parler de la Russie ultra-chauvine, alors alliée du super-impérialisme américain, de Staline, le plus grand renégat et massacreur que le mouvement prolétarien ait jamais connu, mais que la classe ouvrière de certains pays d'Europe occidentale continue à adorer comme le fidèle continuateur de Lénine.

Les textes reproduits ici et qui couvrent les seize ans qui vont de 1949 à 1965 sont tous dus au Parti Communiste Internationaliste d'Italie, à la plate-forme duquel ont adhéré les sections d'autres pays qui ont constitué avec lui le Parti Communiste International.

Ces textes caractérisent la démocratie d'après-guerre dans tout le monde bourgeois comme héritière du fascisme. Dans le domaine économique, c'est en effet l'économie étatisée, demi-étatisée ou contrôlée par l'Etat central qui domine, ce qui signifie le triomphe par excellence du monopole capitaliste. Dans le domaine social, les grandes masses travailleuses sont rigoureusement contrôlées par les partis officiels qui dirigent des bandes de contre-révolutionnaires de profession et par des centrales syndicales dirigées par des carriéristes inféodés à l'Etat bourgeois. Dans le domaine politique, le « pouvoir législatif » (Parlement) est totalement vidé de toute fonction au profit du « pouvoir exécutif » (Gouvernement), si bien que, même dans leurs limites strictement bourgeoises, les élections prennent un caractère de farce. Dans le domaine théori-

Rapports entre parti et classe

(Suite de la page 3)

que, c'est le mépris pour tout corps de principe quel qu'il soit qui triomphe.

C'est dans ce cadre général qu'il faut considérer les syndicats d'aujourd'hui, bien différents de ceux d'hier, même s'ils portent les mêmes sigles. Ils marchent chaque jour davantage dans la direction du syndicat fasciste unique, c'est-à-dire vers une subordination totale à l'Etat politique du capital. Cette évolution imposera au prolétariat la reconstitution d'organes de classe libres de tout lien avec l'Etat capitaliste. Le parti ne peut encore discerner ni ce qu'ils seront, ni comment ils renaîtront, car la réponse à ces questions ne s'est pas encore dessinée dans la lutte de classe réelle. Sur la lancée d'une reprise générale de classe, on pourra assister soit à une conquête violente des syndicats plus que "réactionnaires" (Lénine) existant aujourd'hui, soit à la reconstitution de syndicats ou d'autres organismes intermédiaires par une autre voie. Ce qui est sûr, c'est que l'existence de tels organismes économiques, sociaux et politiques intermédiaires est une condition sans laquelle le Parti communiste marxiste ne peut pas diriger révolutionnairement la classe.

Si le capitalisme et ses laquais ont intérêt à maintenir la division parmi les ouvriers, le parti a par contre pour tâche de les guider vers la reconstitution d'un réseau d'associations de classe. C'est pourquoi il forme dans les usines et les syndicats des groupes destinés à organiser les forces saines du prolétariat, même si elles sont aujourd'hui numériquement très faibles. Il le fait sur la base d'une opposition nette et rigide au capitalisme et à l'opportunisme, ces deux faces de la même réalité contre-révolutionnaire, aussi bien dans le domaine revendicatif que dans le domaine politique et organisationnel. Ces groupes du parti ne sont ni ne visent à devenir de « nouveaux » syndicats, ni à plus forte raison des syndicats « purs » et « incorruptibles », mais ils constituent certainement l'avant-garde et le levain de la classe. C'est grâce à eux que le prolétariat pourra finalement retrouver ses organes de lutte, et en premier lieu l'organe irremplaçable qu'est le parti.

Les scissions syndicales en Italie (" Fil du Temps " du 25 mai-1^{er} juin 1949).

Les syndicats fascistes apparurent avec l'étiquette tricolore en opposition à ceux qui portaient les étiquettes rouges, jaunes et blanches, mais le monde capitaliste était désormais le monde du monopole, et ils se développèrent en un syndicat d'Etat, un syndicat obligatoire enfermant les travailleurs dans l'appareil du régime et détruisant en fait et en droit tout autre organisation.

Ce grand fait nouveau de l'époque contemporaine n'était pas réversible ; il donne au contraire la clef du développement des syndicats dans tous les grands pays capitalistes.

L'Angleterre et l'Amérique parlementaires sont mono-syndicales et leurs appareils servent le gouvernement tout autant qu'en Russie.

La victoire des démocraties et le retour en Italie des personnages politiques d'avant la marche sur Rome n'a donc pas été un renversement du fascisme, qui était beaucoup moins régressif qu'eux (qu'on note toutefois que le plus progressiste est aussi celui dont nous, mono-marxistes, souhaitons le plus ardemment la destruction).

Si la situation historique de l'Italie avait été réversible, c'est-à-dire si avait eu une base quelconque la thèse stupide du second Risorgimento et de la nouvelle lutte pour la nation et l'indépendance, qui est plus que jamais le cheval de bataille des staliniens eux-mêmes, la tactique consistant à fonder dans une seule confédération syndicale rouges et jaunes, blancs et noirs, n'aurait pas pu exister un seul instant ; sans l'influence de puissants facteurs

historiques auquel nous donnerons pour la commodité le nom de Mussolini, les masses n'auraient pas obéi à cet ordre monstrueux qui leur a été donné par l'encyclique moscovite de Pâques 1944.

Les scissions ultérieures de la C.G.L. avec le départ des démocrates chrétiens d'abord, des républicains, puis des socialistes de droite ensuite, n'ont nullement interrompu le processus de l'asservissement du syndicat à l'Etat bourgeois, même si la constitution reconnaît la liberté syndicale. Ils ne sont qu'une phase de la lutte capitaliste pour enlever aux mouvements révolutionnaires futurs la base solide d'un syndicat ouvrier vraiment autonome.

Dans un pays vaincu dont la bourgeoisie est privée de toute autonomie étatique, les influences des grands Etats étrangers ne peuvent masquer le fait que même la Confédération dirigée par les social-communistes de Nenni et Togliatti n'est nullement fondée sur une autonomie de classe. Ce n'est pas une organisation rouge, mais bien, elle aussi, une organisation tricolore fabriquée sur le modèle musolinien.

C'est ce que démontre toute l'histoire du " Risorgimento " syndical de 1944, avec ses bannières tricolores, ses drapeaux ouvriers aspergés d'eau bénite, ses bas mots d'ordre d'union nationale, de guerre anti-allemande, de nouveau Risorgimento libéral et ses revendications, toujours actuelles, de gouvernement de concorde nationale, toutes choses qui auraient fait vomir un bon organisateur rouge d'autrefois, même de tendance ouvertement réformiste.

Parti révolutionnaire et action économique (avril 1951)

Il convient de rappeler ici quelle a été l'attitude de la Gauche Communiste Italienne à propos des questions syndicales avant de passer à l'examen de ce qu'il y a de changé dans le domaine syndical après les guerres et les totalitarismes.

Avant la constitution du parti italien, au II^e Congrès de l'I. C. en 1920, deux grandes questions tactiques furent débattues : l'action parlementaire et l'action syndicale. Les représentants du courant anti-électoraliste s'opposèrent à la solution gauche qui préconisait la scission syndicale et la renonciation à la conquête des syndicats dirigés par les opportunistes. Ces courants voyaient au fond dans le syndicat et non dans le parti le centre de l'action révolutionnaire et c'est pourquoi ils le voulaient pur des influences bourgeoises. C'étaient les Tribunistes hollandais, le K. A. P. D. allemand, les Syndicalistes américains, écossais, etc.

Dès cette date, la Gauche italienne combattit énergiquement ces mouvements, qui étaient analogues au mouve-

— En Italie, avant la formation du Parti communiste, les socialistes excluaient la possibilité de travailler dans les syndicats blancs des catholiques et dans les syndicats jaunes des républicains. Par la suite, les communistes décidèrent unanimement et sans la moindre hésitation de ne pas fonder de nouveaux syndicats et de travailler à l'intérieur des syndicats existants, à savoir la grande Confédération à direction surtout réformiste et l'Union syndicale, dirigée par les anarchistes, s'efforçant même de les unifier.

Dans le domaine international, le parti italien soutint unanimement non seulement le travail dans tous les syndicats sociaux-démocrates des différents pays, mais aussi la formation d'une Internationale Syndicale Rouge (Profintern). Celle-ci considérait que la Centrale d'Amsterdam ne pouvait être conquise par les communistes parce que liée à la Société des Nations par l'intermédiaire du Bureau International du Travail.

La Gauche italienne s'opposa énergiquement à la proposition de liquider le Profintern pour constituer une Internationale syndicale unique, mais elle continua à défendre le principe de l'unité et de la conquête des confédérations et des syndicats nationaux par un travail des communistes en leur sein.

L'activité syndicale des ouvriers a déterminé aux différentes phases de l'histoire une politique très différente des pouvoirs bourgeois. Les premières bourgeoisies révolutionnaires interdirent toute association économique en tant que tentative de reconstituer les corporations médiévales. Elles réprimèrent toute grève par la violence, ce qui donna aux premiers mouvements syndicaux des aspects révolutionnaires. Dès cette époque, le Manifeste avertit que tout mouvement économique et social conduit à un mouvement politique et revêt une très grande importance dans la mesure où il élargit l'association et la coalition prolétariennes, alors que ses conquêtes purement économiques sont précaires et n'entraînent pas l'exploitation de classe.

A l'époque suivante, la bourgeoisie comprit qu'il lui fallait accepter que la question syndicale soit posée. Précisément dans le but de conjurer la solution révolutionnaire, elle toléra et légalisa les syndicats dont elle reconnut l'action et les revendications pendant toute l'époque « pacifique » et de relatif bien-être du capitalisme qui se termine en 1914.

Pendant toute cette période, le travail dans les syndicats fut un élément capital pour la formation de forts partis socialistes ouvriers et il fut évident qu'ils pouvaient déterminer de grands mouvements surtout en appuyant sur les leviers syndicaux.

L'écroulement de la II^e Internationale démontra que la bourgeoisie s'était acquiescée avec une influence décisive sur une grande partie de la classe ouvrière, grâce à ses relations et ses compromis avec les chefs syndicaux et parlementaires qui, presque partout, dominaient l'appareil des partis.

Lors de la reprise du mouvement après la révolution russe et la fin de la guerre impérialiste, il s'agit de faire le bilan de la faillite désastreuse de l'encadrement syndical et politique du prolétariat. En éliminant les chefs politiques et parlementaires traités par la scission des partis, et en agissant de façon que les nouveaux partis communistes parviennent à expulser les agents de la bourgeoisie des organisations ouvrières plus larges, on tenta de porter le prolétariat mondial sur le terrain de la révolution.

Face aux premiers importants succès remportés dans plusieurs pays, le capitalisme se trouva dans la nécessité de frapper avec violence et de mettre hors la loi non seulement les partis, mais même les syndicats où ils travaillaient afin d'empêcher l'avance révolutionnaire. Cependant, quelles qu'aient été les vicissitudes complexes de cette

évolution totalitaire, jamais la bourgeoisie n'adopta la solution qui aurait consisté à abolir le mouvement syndical. Tout au contraire, elle préconisa et réalisa la constitution d'un nouveau réseau syndical pleinement contrôlé par le parti contre-révolutionnaire, réseau unique et unitaire strictement soumis à l'appareil administratif et étatique, sous une forme ou une autre.

Même là où, après la seconde guerre, le totalitarisme capitaliste a été remplacé, selon la thèse politique vulgaire, par le libéralisme démocratique, la dynamique syndicale a continué à être soumise au contrôle de l'Etat, s'insérant dans les organes administratifs officiels. Réalisateur dialectique des vieilles revendications réformistes, le fascisme a satisfait en particulier celle de la reconnaissance juridique du syndicat afin qu'il puisse conclure des contrats collectifs avec le patronat jusqu'à emprisonner réellement tout l'appareil syndical dans ces rouages du pouvoir bourgeois.

Ce résultat est fondamental pour la défense et la conservation du régime capitaliste précisément parce qu'il est indispensable pour tout mouvement révolutionnaire dirigé par le parti communiste international d'exercer son influence et de s'appuyer sur les associations syndicales.

Ces modifications radicales dans le rapport entre parti et syndicats ne résultent évidemment pas seulement de la stratégie politique des classes en conflit et de leurs partis et gouvernements, mais dépendent aussi étroitement du changement du rapport économique entre patron et ouvrier salarié. Dans les premières luttes syndicales, les ouvriers cherchaient à opposer le monopole de la force de travail au monopole patronal des moyens de production. La violence du conflit provenait du fait que, dépouillé de toute réserve de consommation, le prolétariat n'avait absolument aucune autre ressource que le salaire quotidien ; toute lutte contingente le conduisait donc à une lutte à mort.

Il est indubitable que la théorie marxiste de la misère croissante est confirmée par l'augmentation numérique continue des purs prolétaires et par l'expropriation croissante des ultimes réserves des cou-

ches prolétariennes et moyennes de la société, centuplée par les guerres, les destructions et les inflations monétaires, alors que dans de nombreux pays le chômage et même l'hécatombe des prolétaires atteint des chiffres énormes.

Mais il est tout aussi vrai que là où la production industrielle est florissante, toute une gamme de mesures réformistes d'assistance et de prévoyance crée pour le salarié un nouveau type de réserve économique, une petite garantie patrimoniale à perdre, analogue dans un certain sens à celle de l'artisan et du petit paysan. Le salarié a donc quelque chose à risquer et (phénomène que Marx avait déjà constaté dans « l'aristocratie ouvrière ») cela le rend hésitant et même opportuniste au moment de la lutte syndicale et à plus forte raison de la grève et de la violence.

Au-delà du problème contingent de la participation ou non-participation du parti communiste révolutionnaire au travail de tel ou tel type de syndicat, dans tel ou tel pays, les éléments de la question rassemblés ci-dessus amènent à la conclusion que toute perspective d'un mouvement révolutionnaire général implique la présence des facteurs fondamentaux suivants :

- 1) un nombreux prolétariat de purs salariés ;
- 2) un grand mouvement d'associations à contenu économique comprenant une partie importante du prolétariat ;
- 3) un fort parti de classe révolutionnaire dans lequel militera une minorité des travailleurs, mais auquel le développement de la lutte aura permis d'opposer efficacement et de façon large son influence à celle de la classe et du pouvoir bourgeois au sein du mouvement syndical.

Si telle est la perspective dans ses lignes générales, cela n'exclut pas qu'on puisse avoir les conjonctures les plus variées dans la modifications, la dissolution et la reconstitution d'associations de type syndical, si l'on considère toutes celles qui existent dans les différents pays et qui, soit descendant des organisations traditionnelles revendiquant la méthode de la lutte de classe, soit se réclament des méthodes les plus diverses et même de doctrines sociales conservatrices.

Le renversement de la praxis dans la théorie marxiste (avril 1951)

(...) Les positions des groupes qui, retombant dans des positions ouvriéristes, minimisent la tâche et la nécessité du Parti dans la révolution, ou qui, pis encore, hésitent sur la nécessité d'employer le pouvoir d'Etat dans la révolution sont à repousser. De même, on doit considérer que sont sortis de la ligne marxiste tous ceux qui considèrent le parti comme un regroupement des éléments conscients sans comprendre ses liens avec la lutte de classe physique et sans saisir qu'il a autant le caractère d'un produit que d'un facteur de l'histoire.

Cette question conduit à rétablir la conception déterministe telle qu'elle a été formulée dès les premières énonciations du marxisme, et qui met à leur juste place le comportement de l'individu sous l'action des stimulations économiques et la fonction des collectivités telles que la classe et le parti.

Même là, un schéma expliquant le renversement marxiste de la praxis est utile. Dans l'individu, tout part du besoin physique pour aller à l'intérêt économique, puis à l'action presque automatique pour le satisfaire ; c'est seulement ensuite

qu'apparaissent les actes volontaires et, dans des cas extrêmes, la conscience et la connaissance théorique. Dans la classe sociale, le processus est le même, avec cette différence que toutes les formes qui agissent dans la même direction se renforcent énormément les unes les autres. Dans le parti apparaît une possibilité et une faculté de vision critique et théorique, ainsi que de volonté d'action, grâce à l'apport de toutes les influences individuelles et de classe confluant du bas, et c'est ce qui lui permet de donner aux militants et aux prolétaires l'explication des situations et des processus historiques en même temps que les décisions pour l'action et la lutte.

Par conséquent, la prétendue analyse selon laquelle toutes les conditions de la révolution peuvent exister alors que la direction révolutionnaire fait défaut est dépourvue de toute signification. Il est exact de dire que l'organe de direction est indispensable, mais son apparition dépend des conditions générales de la lutte, et jamais du génie d'un chef ou de la valeur d'une avant-garde.

(Suite en page 5)

PERMANENCES DU PARTI

♦ A PARIS : En raison d'un changement d'adresse, les permanences sont provisoirement suspendues. Les lecteurs sont invités à ne plus se présenter (ni écrire) au local de la rue Scipion après le 30 janvier.

♦ A MARSEILLE : Tous les Samedis, de 15 heures à 19 heures, au siège du " Prolétaire ", 7, crs d'Estienne-d'Orves (4^e étage).

Le programme immédiat de la dictature du prolétariat

De l'utopie à la trahison

(Suite de la première page)

La nécessité d'un changement radical de la société fut devinée avant même que la bourgeoisie réalise, comme force sociale, le renversement historique du féodalisme et instaure le mode de production capitaliste.

On parlait alors d'« utopies », tout en reconnaissant la gravité et le caractère intolérable des tares et des maladies affectant la société. On désirait une humanité dans laquelle les rapports économiques et humains fussent empreints de justice, d'équité distributive, de tolérance. On désirait en somme que l'égalité règne entre les membres de la société, que l'organisation productive soit rationnelle et réponde aux nécessités collectives. Le marxisme, non seulement ne railla pas cette « utopie », mais, comme l'on sait, lui donna des fondements scientifiques qui transformèrent les intuitions et les « prophéties » en certitude historique. Seuls se moquaient de l'utopie les classes riches, satisfaites du système et tous ceux qui, d'une manière ou d'une autre, restaient à l'écart de la production matérielle et étaient exempts des soucis du travail. Tous ceux-là avaient un intérêt direct à ce que les classes travailleuses, sur lesquelles pesait le formidable effort productif, ne fussent pas distraites de cette sorte d'esclavage.

Aujourd'hui, bien que les classes ne soient plus tout à fait les mêmes, cet intérêt des classes dominantes et de ceux qui les secondent n'a pas changé, si bien que leur fonction sociale est fondamentalement identique.

Les défenseurs et les laquais de l'ordre constitué, qui considéraient hier la « Cité du Soleil » comme une utopie, voient dans le socialisme scientifique d'aujourd'hui une pure « démogogie ». Les fondements scientifiques du marxisme imposent cependant que la bataille contre l'« utopie » soit menée sur le terrain du heurt entre les classes - prévu, organisé et conduit d'une manière tout aussi scientifique.

La négation du marxisme de la part des classes dominantes est par conséquent une manière de défendre leurs privilèges contre la classe des salariés ; de même que la déformation de la doctrine scientifique du prolétariat de la part des partis qui prétendent le représenter est une manière de trahir la mission historique de la classe ouvrière, ses espérances, ses buts finaux.

La dictature du prolétariat est le moyen rationnel et scientifique par lequel le prolétariat instaure son régime de classe, grâce auquel la société passe du mode de production capitaliste au communisme inférieur et de là au communisme intégral.

Tout l'appareil étatique moderne agit dans un sens contre-révolutionnaire, surtout lorsqu'il se prétend le protecteur des classes laborieuses et plus encore lorsqu'il prend l'aspect d'un socialisme « humain », « démocratique », propre à toutes les classes.

La question centrale, pour le marxisme, est au fond celle de l'Etat. C'est la question de l'Etat qui, comme une ligne de partage des eaux, permet de savoir qui est pour le socialisme et qui est contre. Quand la Gauche communiste d'Italie se battait, à l'époque de la III^e Internationale, contre le front unique politique, contre le soi-disant gouvernement ouvrier, contre le prétendu gouvernement ouvrier et paysan, quand elle réagissait aux erreurs persistantes, du point de vue de la doctrine et de l'action communistes, commises sur le terrain délicat de la tactique, elle ne perdait pas de vue que même faites de bonne foi, les erreurs dans la question de l'Etat pouvaient causer des désastres irréparables pour la progression de la lutte révolutionnaire. Pour la même raison, la Gauche appuya toujours inconditionnellement les mesures prises par l'Etat soviétique en Russie, et connues sous le sigle de NEP. Toujours sensible au problème central de l'Etat, la Gauche, tout comme Lénine à son époque, ne cessa jamais de marquer du sceau de la trahison tous ceux qui, à la manière des Thorez, Togliatti, etc... et sous prétexte de défendre la démocratie justifiaient le passage à la défense de l'Etat bourgeois de ce parti communiste qui s'était créé pour le détruire,

quel qu'ait été son aspect extérieur. La trahison des ex-partis communo-socialistes a déplacé le prolétariat du camp de la révolution socialiste au camp de la subordination à l'impérialisme international avec les mots d'ordre (communs aux sociaux-démocrates et aux fascistes) de « défense de la patrie », d'« indépendance nationale », de « reconstruction de l'économie », pour lier enfin son sort à l'action décisive des armées qui devaient remporter la victoire dans le 2^e conflit mondial et dont le rôle de police contre-révolutionnaire n'est plus à démontrer.

Pour étourdir davantage le prolétariat international, ces agents du capitalisme international dans les rangs de la classe ouvrière des divers pays, se donnèrent comme tâche de détruire un par un les solides appuis théoriques du communisme révolutionnaire. En particulier, ils substituèrent à la notion d'Etat capitaliste, c'est-à-dire de classe, celle d'Etat démocratique, c'est-à-dire d'un Etat qui

Un siècle après

Au mur des Fédérés, encore souillé de sang plébéien et prolétarien, demeurent inscrites les erreurs et les illusions de la Commune de Paris. Mais, pendant ces quelques mois de dictature de classe, le premier Etat ouvrier de l'histoire énonça un programme de réformes sociales et économiques dans lequel se reflétait l'audace du nouveau cours que la révolution voulait faire prendre aux rapports de production et aux classes sociales. Mais avec tous leurs discours tactiques, les imbéciles d'aujourd'hui ne sont même pas en mesure de réaliser les réformes encore capitalistes mentionnées dans le Manifeste de 1948 comme « l'expropriation de la propriété foncière » ou « l'abolition du droit d'héritage ».

Seul, l'Octobre russe tenta de suivre ce chemin nouveau. Il ne put le faire qu'à la seule condition d'avoir instauré la dictature

Tâches essentielles de la dictature prolétarienne sur le terrain social et économique

C'est une erreur de croire que ce qui différencie le socialisme du capitalisme est une plus haute capacité productive. Staline prétendait que l'économie russe était socialiste parce que la production s'y accroissait à des rythmes plus élevés que dans les pays de vieux capitalisme industriel. On voit qu'aujourd'hui ces rythmes se ralentissent, suivant en cela les lois canoniques de l'économie de profit, et s'alignent sur les rythmes des économies occidentales. Le socialisme se différencie du capitalisme en ce qu'il est une forme de production et de répartition du produit social complètement différente et même opposée. La période de transition, par conséquent, ne tendra pas à l'augmentation de la production en général, mais à l'augmentation de la production sur les bases des critères propres à un régime orienté dans une direction inverse de celle du capitalisme. C'est pourquoi les tâches de la dictature du prolétariat ne s'exerceront pas seulement sur le terrain de la production, mais s'accompliront aussi dans les domaines économique, politique, social et militaire, qui sont plus complexes et plus vastes.

On ne peut donc résoudre les divers problèmes in abstracto ; il est nécessaire de les traiter en relation avec le processus réel et global du capitalisme, dont le régime prolétarien héritera, en même temps que des structures économiques, des structures sociales et idéologiques, c'est-à-dire politiques, doctrinales, artistiques, religieuses, etc...

Dans la Russie de 1917, par exemple, la question est affrontée par le pouvoir prolétarien d'une manière qui ne pouvait pas faire abstraction du stade précapitaliste de l'économie ; de même, on n'aurait pu l'affronter en Allemagne ou en Angleterre en faisant abstraction de l'organisation économique bien différente, du capitalisme développé de ces pays. L'élément commun, partout, quel que soit le degré de développement des forces productives et sociales, est cependant donné par la direction politique, anticapitaliste de l'Etat.

offrirait, selon eux, au prolétariat de bonnes conditions pour avancer « graduellement », « progressivement » vers le socialisme, leurs historiens ayant gravement démontré que la fin de la 2^e guerre impérialiste avait ouvert l'ère de « bien-être » et de « prospérité » indispensable pour passer au socialisme, la faible productivité et la misère étant, selon eux un obstacle absolu à la naissance d'un monde nouveau. Ainsi, ce seraient les « réformes », non la possession du pouvoir politique, non l'utilisation de la machine répressive de l'Etat prolétarien, qui fourniraient la clef de la société socialiste. Pour détruire cet édifice de mensonges, un argument suffit : comment l'Etat démocratique, produit et instrument de la bourgeoisie, pourrait-il assurer le passage du capitalisme au socialisme, c'est-à-dire agir de manière à se détruire lui-même ?

Il y a un siècle et demi nous avions pu qualifier d'utopiques de semblables rêveries, aujourd'hui on ne peut que les qualifier de trahison ouverte.

du prolétariat. Si les Russes d'aujourd'hui peuvent s'enorgueillir de la « nationalisation de la terre », ils le doivent au pouvoir prolétarien de 1917, bien que par la suite aucune occasion n'ait été négligée pour tenter de détruire une mesure révolutionnaire rendue inefficace par le cours inexorable de la contre-révolution stalinienne.

Depuis lors, le développement productif et social a suivi les lignes indiquées par l'analyse de Marx : augmentation impressionnante des moyens de production et d'échange et concentration et centralisation des forces productives (ainsi d'ailleurs que de leur direction politique par le développement gigantesque de la toute-puissante étatique). Voilà la base quantitative du saut qualitatif prévu par le communisme marxiste dans la phase transitoire de la dictature de classe.

Les classes ne s'éteignent pas sous l'effet de décrets gouvernementaux. Si cela était possible, il aurait été relativement facile à Lénine de promulguer en quatre

lignes un décret révolutionnaire d'abolition tout court des classes. Les classes sociales reposent sur un réseau d'intérêts privés. Abolir les classes, cela signifie abolir ces intérêts, inciser dans le sous-sol économique d'où elles tirent leur vie. C'est dans ce sens que la période de transition ou de la dictature ouvrière est caractérisée par des réformes, vraies, réelles, répondant toutes à un impératif unique : le démantèlement des formes capitalistes.

Il faut rappeler, en effet, que le socialisme ne signifie pas telle création de nouvelles formes (puisque ne s'instaurent pas de nouveaux rapports de classe), mais destruction des vieilles formes, dans la mesure où l'on doit procéder à l'élimination de n'importe quel rapport de classe.

Le développement inégal du capitalisme, à l'intérieur d'un même pays et à l'intérieur d'une même usine, est tel qu'il entraîne une stratification complexe de la classe ouvrière elle-même entendue statiquement. Les ouvriers d'une grande entreprise sont soumis à une plus grande discipline productive, et par conséquent aussi sociale, que les ouvriers d'une entreprise moyenne ou petite. Le fractionnement de la classe ouvrière sous l'effet de la division du travail est beaucoup plus développé dans un grand complexe industriel que dans une complexe de dimensions plus modestes. La division technique du travail s'accompagne de la division sociale. La couche de « l'aristocratie » ouvrière est plus consistante et étendue dans les grandes entreprises où fleurit une véritable armée de travailleurs non engagée dans la production matérielle - employés de toutes sortes, techniciens administratifs, etc... - à côté d'une autre couche de travailleurs engagée directement dans la production - spécialistes, techniciens industriels, etc...

A l'échelle sociale, les fonctions dites tertiaires mobilisent une armée encore plus importante pour un travail qui serait en majeure partie inutile et nuisible dans une société organisée rationnellement. Les individus qui s'y adonnent sont soustraits à la dure organisation productive et considèrent leur propre activité comme « supérieure » à celle des purs salariés d'industrie.

La tâche d'insérer cette armée improductive dans la production

et dans les activités socialement utiles est difficile et complexe et ne pourra se développer avec célérité et détermination que lorsque de nouvelles générations auront grandi en régime prolétarien. Si nous devons attendre l'auto-conscience avant d'entreprendre cette gigantesque réorganisation sociale, il ne resterait plus qu'à attendre la défaite.

La dictature sert aussi à déraciner de la classe ouvrière et des travailleurs la force de « l'habitude », de « l'inertie » bourgeoise, avec la force de la transformation révolutionnaire.

Une telle transformation économique présuppose la récupération pour le travail socialement utile des immenses forces humaines jusqu'à présent employées dans des activités antisociales ou non employées en fait. C'est la substitution du « devoir » au travail au « droit » au travail. Certaines couches de travailleurs, abrutis par la misère et tombés dans le sous-prolétariat, des bataillons de fonctionnaires de tous ordres et grades, des politiciens de profession, des oisifs de toutes sortes, réagissent au nouvel ordre social en boycottant le régime prolétarien. Ils n'abandonneront pas spontanément le rêve de vivre aux dépens de la société, dans le carriérisme et l'affairisme. Ils tenteront d'organiser une résistance qui pourra prendre des formes politiques actives en collusion avec les régimes capitalistes encore existant dans le reste du monde.

Avec « l'obligation générale du travail », il sera possible de mettre en route le plan de production sociale, initialement basé sur le plus haut coût de production compatible avec le développement de la révolution mondiale. Si cela s'impose, on travaillera 10 heures par jour, comme il advint dans la Russie révolutionnaire, quand l'existence même du régime, la sécurité de l'Etat prolétarien, attaqué par les autres puissances militaires du Capital, était en jeu.

Les ouvriers sauront que le sacrifice est en faveur de leur Etat, de leur société : le socialisme n'apparaîtra pas comme un rêve ou comme un but perdu dans l'avenir mais comme un processus irréversible de conquête des conditions humaines à travers la destruction systématique des conditions pré-humaines et anti-humaines.

(à suivre)

Rapports entre parti et classe

Thèses caractéristiques du Parti (1952). Partie II : Tâche du Parti Communiste.

(Suite de la page 4)

(...)

4. Les tâches que le Parti doit remplir avant, pendant et après la prise du pouvoir sont les suivantes : défense et diffusion de la théorie du mouvement, défense et renforcement de l'organisation intérieure par le prosélytisme, la propagande de la théorie et du programme communiste et la constante activité dans les rangs du prolétariat, partout où les nécessités économiques le poussent à la lutte pour défendre ses intérêts (...).

6. Le marxisme a vigoureusement repoussé à chacune de ses apparitions la théorie syndicaliste qui donne à la classe des associations de métiers, d'industrie ou d'entreprises, et les considère comme capables de développer la lutte et de transformer la société.

Le marxisme considère le syndicat comme un organe insuffisant en lui-même pour la révolution, mais néanmoins indispensable pour mobiliser la classe sur le terrain politique et révolutionnaire, ce qui suppose la pénétration et la présence du parti dans les organisations économiques de classe. Celles qui comprennent exclusivement des prolétaires et n'imposent à leurs adhérents aucune opinion politique, religieuse ou sociale se prêtent à l'œuvre de pénétration du parti, mais ces caractéristiques se perdent dans les organisations confessionnelles et à adhésion obligatoire, ainsi que dans celles qui sont devenues partie intégrante de l'appareil d'Etat.

7) Le parti n'adopte jamais la méthode consistant à former des organisations économiques partielles comprenant exclusivement les travailleurs qui acceptent les principes et la direction communistes. Mais il reconnaît sans réserves que son seullement la situation pré-insurrectionnelle, mais toute phase d'accroissement décisif de l'influence du parti au sein des masses suppose la formation entre le parti et la classe d'organisations à but économique immédiat et à nombreuse participation ouvrière, ainsi que la présence en leur sein d'un réseau de noyaux, groupes et fractions syndicales du parti.

Dans les périodes défavorables de passivité de la classe, le parti a pour tâche de prévoir les formes et d'encourager l'apparition d'organisations économiques pour la lutte immédiate. Dans l'avenir, celles-ci pourront assumer des aspects entièrement nouveaux, après la série historique de types bien connus comme les ligues de métier, les syndicats d'industrie, les con-

Considérations sur l'activité organique du Parti quand la situation générale est historiquement défavorable (1965).

8. Etant donné que la dégénérescence de toute la société se concentre dans la falsification et la destruction de la théorie et de la saine doctrine, il est clair que le petit Parti d'aujourd'hui se caractérise essentiellement par sa restauration des principes et de la doc-

trine bien que les conditions favorables dans lesquelles Lénine a accompli cette tâche après le désastre de la 1^{ère} guerre ne fassent que trop défaut aujourd'hui. Cependant, nous ne pouvons pour autant dresser une

seils d'usine, etc. Le Parti encourage toujours les formes d'organisation qui facilitent le contact et l'action commune entre travailleurs des différentes localités et des différentes spécialités et il repousse les formes fermées.

8. Dans la succession des situations historiques, le Parti se tient bien loin des positions suivantes : la vision idéaliste et utopiste qui confie à une union d'apôtres, ou de héros, à une élite d'éléments conscients la tâche d'améliorer la société ; la vision libertaire qui la confie à la révolte d'individus ou de foules dépourvus d'organisation ; la vision syndicaliste ou économiste qui la confie à des organismes économiques et politiques, avec ou sans revendication des méthodes violentes ; la vision volontariste et sectaire qui fait abstraction du processus réel dans lequel la rébellion de classe surgit de réactions et d'actes précédant de loin la conscience théorique et même une volonté claire, et qui veut en conséquence un petit parti d'élite, ou bien qui s'entoure de syndicats extrémistes constituant un doublet de sa propre organisation.

(à suivre)

(Suite page 6)

A propos de la conquête de l'espace

(Suite de la première page)

cialisée de leur production, et donc de compenser leurs éventuelles défaites sur d'autres marchés. Quelques imbéciles, c'est-à-dire la majorité des économistes bourgeois, ont conclu de ce fait que l'intervention de l'Etat dans l'économie était la solution des crises du capitalisme, que dès que l'Etat apparaissait, les contradictions disparaissaient. Pour ceux qui ne sont pas convaincus (s'il l'ont lue), par l'analyse de la production capitaliste exposée dans le capital par Marx et qui ne laisse aucun doute sur cette question, la réalité courante offre des exemples frappants qui montrent que si l'intervention de l'Etat dans l'économie est fructueuse en période d'abondance, elle ne résoud rien en période de crise.

Sans parler de 1929, actuellement on assiste à la réduction des crédits offerts à la recherche spatiale, non pas parce que Nixon a voulu qu'il en soit ainsi, mais tout simplement parce que face à l'approche de la crise générale du capitalisme, l'Etat ne peut plus assurer son soutien à l'ensemble de l'économie et réduit les crédits pour les secteurs marginaux de la production, et en particulier pour l'aéronautique.

C'est ainsi qu'aux USA, de très grosses sommes sont investies dans la recherche spatiale par les grandes firmes américaines, chacune dans sa spécialité : Boeing pour la fusée ; IBM pour les systèmes électroniques ; Lockheed pour les navettes spatiales, etc...

Toutefois même à ce niveau, la concurrence existe. La NASA propose un avant-projet aux firmes qui se mettent chacune de leur côté à préparer un projet (grosses sommes pour payer les bureaux d'étude). Ensuite la NASA fait une première sélection, puis une seconde, où elle choisit le travail le plus adéquat. Tant pis pour les autres qui ont dépensé pour rien. Souvent, on tombe sur un os. C'est le cas, en aéronautique par exemple, de Boeing et Lockheed, qui ont investi un capital considérable pour un avion supersonique qui n'a jamais vu le jour. L'absurdité du système n'en ressort que mieux !

En URSS, c'est l'armée qui détient le monopole de la construction ; mais gageons que là aussi, pour les différents éléments de la fusée, construits par des usines différentes, la concurrence introduite par Khrouchchev dans l'économie générale doit jouer allègrement.

Le second aspect de la question est lié aux télécommunications et pose un double problème, dont nous ne considérerons ici que l'aspect économique. Les télécommunications sont indispensables pour l'élargissement des rapports économiques du monde capitaliste. Beaucoup plus rentables que les câbles sous-marins, les satellites de télécommunications assurent les liaisons téléphoniques ou télévisées entre ces pays et permettent ainsi une harmonisation des relations d'affaires entre les firmes.

Deux systèmes s'affrontent : d'une part Inter-Sputnik et de l'autre Intelstat, chacun d'entre eux proposant son infrastructure aux "petits grands" (France, Italie, etc...). Les Soviétiques qui auraient vu d'un bon œil leur système de satellite étendu à l'ensemble du monde capitaliste, semblent avoir été écartés du débat. Quant aux Japonais ils ne perdent pas le Nord dans cette polémique, en se proposant de vendre leurs satellites de télécommunications à bon prix, aux pays industrialisés et même sous-développés : de la Honda au satellite ou l'invasion de l'espace par le marché japonais.

Un troisième aspect de la question est lié à la recherche des ressources naturelles de la terre et à l'augmentation de la productivité dans le domaine agricole, dans l'élevage et la pêche. C'est en ce sens qu'il faut comprendre les satellites de météorologie et "d'écologie" dont la mission est de prévoir le temps pour les récoltes et la fonte des neiges pour la circulation de la marine marchande dans le Grand Nord, ainsi que de préparer un cadastre de la terre en évaluant les richesses minières, agricoles, forestières, poissonnières, énergétiques, etc...

Dans sa course au profit, le ca-

pitalisme a faim de ressources énergétiques et minières et de productivité maxima. Il veut tout dévorer, de l'espace au fond des océans, tirer profit de tout et parions que si nous découvrons des "Martiens" il se fera une joie de les assujettir à son exploitation pour accroître sa plus-value.

Enfin, le dernier problème que pose l'Espace, vu sous l'angle économique, est celui de ces fameuses usines orbitales et planétaires que nous décrivait tant les Russes que les Américains. Pour ces spécialistes, l'extension des installations industrielles à l'espace, permettrait de trouver un heureux débouché à la pénurie des ressources minières et énergétiques (mines de fer sur la Lune, uranium, etc...). Il y en a même qui envisagent de créer des usines sur Mercure, parce que sur la surface exposée au soleil, les métaux sont à l'état liquide, ce qui permettrait de sauter l'étape coûteuse de la liquéfaction. Quelques botanistes affirment la possibilité de créer de nouvelles espèces animales ou végétales grâce aux mutations produites sous l'action des ultra-violets et des rayons cosmiques très denses en haute atmosphère. Enfin, d'autres « spécialistes » décrivent l'éventail de possibilités qu'offrent le vide et l'apesanteur pour la production d'outillages spéciaux (roulements à bille, etc...).

Il est nécessaire de démystifier ces gentilles perspectives qui, indirectement, offrent au prolétariat une vision bien édénique du capitalisme. Celui-ci ne produit pas pour l'homme, mais pour le profit. Le profit c'est le moteur, la loi du capitalisme ; il est sa raison d'être. Dans ce cas, quel profit les firmes peuvent-elles espérer tirer de cette invasion de l'espace ? Aucun. Le coût de production de ces marchandises spatiales serait extrêmement élevé et la plus-value qu'elles en tireraient négligeable par rapport à l'avance de capital nécessaire. En un mot "l'espace" ne soutiendrait pas la concurrence de "la terre". Ainsi tout ce poétique bavardage ne sert qu'à cacher la triste réalité sociale et offre l'illusoire perspective d'un capitalisme sans tares, d'une production rationnelle dans le cadre bourgeois. Il anime le crétinisme spatial dans les masses ouvrières et dans la jeunesse des pays industrialisés. Et c'est la dynamique de ce crétinisme que nous allons étudier maintenant en examinant la conquête de l'Espace sous son aspect politique et philosophique.

Dans son aspect général, la conquête de l'espace dont on a pu apprécier l'impact sur le "public" a pour but, dans le cadre d'une vaste politique de crétinisation des masses, l'entretien de la crétinisation spatiale récemment découverte par la bourgeoisie. Grâce à cette conquête les satellites de télécommunications se chargent de relayer les émissions de radio, de télévision. Dans ce processus, auquel prennent part à la fois tous les Etats du monde et toutes leurs formations politiques, l'objectif visé est simple. D'une part, donner au prolétariat une vision heureuse d'une société capitaliste sans problèmes, d'autre part essayer d'introduire la philosophie bourgeoise dans les rangs ouvriers et enfin leur offrir la fausse antinomie entre le libéralisme de l'Ouest et le "socialisme" de l'Est. A travers tout cela, perce évidemment l'intention de détourner le prolétariat de ses problèmes matériels, de la réalité sociale, du chemin de la révolution. Examinons ces trois objectifs ou plutôt les procédés de cet orchestre de la contre-révolution (où chacun a sa place, stalinien comme libéraux) pour inculquer au prolétariat la vision bourgeois-

Pour le premier couplet de la chanson, c'est-à-dire pour le panégyrique de la société capitaliste, la note dominante est donnée par les Etats développés de l'Ouest. C'est là, en effet, qu'on trouve le martelage le plus hallucinant, le plus systématique. La conquête de l'Espace est partout ; dans la presse, à la radio, à la télévision, dans les affiches publicitaires consacrées aux produits les plus divers, de l'essence, au fromage et des gadgets aux téléviseurs, en passant par les boîtes d'allumettes, les montres, etc... Bref, l'énumération complète de ce fatras n'aurait pas de fin. De cette façon, on espère détourner

la jeunesse, en particulier, la jeunesse ouvrière, des contradictions de la société, de la triste réalité du chômage et inspirer aux prolétaires une crainte mystique de la puissance de la science et de la société, l'idée de l'irréversibilité du développement de la société dans le sens capitaliste.

Le chœur des pays « socialistes » ou du tiers-monde reprend, à des degrés divers, le refrain. Pour l'URSS c'est une occasion rêvée de vanter la supériorité de sa société "socialiste", d'exacerber le nationalisme russe et de faire oublier aux paysans, la misère agricole, aux ouvriers leur triste exploitation, au prolétariat, l'écrasement de l'opposition.

L'exacerbation du nationalisme est d'ailleurs le point commun que visent ces Etats dans leur écœurante démagogie qui va de la simple exaltation de la grandeur nationale, en France, à l'hystérie collective et à la déification de Mao-tse-Toung, en Chine, (nos maoïstes français nous ont présenté l'affaire ainsi : Mao dit : « Que le premier satellite chinois soit » et le satellite fut. Alors il se retourna vers ses fidèles qui répètent pour la cinquième fois - vu que le satellite leur a explosé à la figure quatre fois - « la pensée de Mao-tse-Toung éclaire l'univers », en passant bien entendu par les scandaleuses glorifications des possibilités des pays sous-développés où, au milieu d'une misère indescriptible, l'Inde et l'Egypte, se payent le luxe d'avoir des centres de recherches spatiales.

Pour le second couplet, chacun "travaille" son peuple de façon différente quant à la forme, mais parfaitement identique quant à la finalité. Pour les pays industrialisés, URSS comprise, on assiste à la résurrection d'un fatras inimaginable de théories philosophiques disparates : idéalisme pur (comment concilier la religion et la recherche spatiale), bas matérialisme bourgeois particulièrement chez les Russes (la science c'est l'édifice humain du savoir, le point de rencontre des hommes, la base de la paix, etc... L'homme va être transformé par l'espace), mysticisme scientifique (la rencontre avec les extra-terrestres, le voyage selon la mécanique relativiste d'Einstein, la pensée de l'or-

dinateur). Les films de science-fiction s'encadrent admirablement dans ce magma : témoin « Deux mille ans, odyssée de l'espace », qui développe des théories métaphysiques sous la haute direction de la NASA.

Les pays sous-développés sont par contre plus embêtés par cette astronomie, parce qu'elle ne colle pas avec la religion qu'ils s'efforcent de maintenir intacte et vivace dans le peuple. L'opium religieux s'étant révélé plus tenace que l'opium spatial, ils en sont réduits à présenter des « théories » farfelues où par exemple « Allah guide la capsule spatiale... ».

Enfin cette magnifique conquête de l'espace est présentée tant par les bourgeois que par les stalinien comme un « pacifique affrontement entre deux systèmes sociaux différents ». Celui qui gagne, est celui qui a la société la plus parfaite. C'est dans ce délire que s'est engagée la course à la lune. Ainsi nos compères en contre-révolution, espèrent en passionnant le débat (qui gagnera ?) introduire dans les masses ouvrières, l'idée d'un choix factice entre deux idéologies « différentes » : le capitalisme et le « socialisme ». Parions que le prolétariat, ayant découvert le truquage, refusera de choisir entre deux sociétés qui, loin d'être antinomiques ont au contraire les mêmes rapports capitalistes de production, le même impérialisme et la même idéologie bourgeoise. Le comble de la sournoiserie vient des Russes, car si les Américains ont gagné leur course à la lune, les Soviétiques ont gagné celle à la crétinisation spatiale. En envoyant l'effigie de Lénine sur la lune, puis sur Vénus, puis sur Mars, ils sont parvenus à l'éloigner le plus possible de la terre, de la mémoire des ouvriers.

En réduisant la théorie de la révolution et de la lutte des classes de Marx à une lutte pacifique pour la conquête des planètes, ils réussissent à entretenir l'oubli de sa voie révolutionnaire vers la destruction de la société capitaliste par le prolétariat.

Comme on le voit le développement de l'aéronautique offre aux Etats bourgeois un large éventail d'occasions de cultiver le crétinisme spatial dans les masses

ouvrières. Pourtant ce processus de crétinisation se heurte à 3 principales contradictions.

La première réside dans la série des échecs qui ont parfois entraîné la mort des cosmonautes, et qu'a connue l'URSS au cours de ces dernières années parce que finalement elle se retourne contre leur argumentation sur la supériorité de la science soviétique et de leur prétendue société « socialiste ». Cette contradiction laisse cependant les questions fondamentales de côté, et continue le débat dans les limites que lui assigne la bourgeoisie.

Ensuite par la dialectique de leur confrontation, les USA et l'URSS sont amenés à investir des sommes de plus en plus considérables pour épater la galerie (le coût du voyage sur Mars ne peut être soutenu par aucun de ces pays).

Enfin la dernière contradiction est de loin la plus importante. La contradiction entre la conquête spatiale avec la démagogie, qui l'accompagne et la triste réalité sociale de la vie courante, entre le niveau atteint par les forces productives et l'industrialisation et l'archaïsme des rapports de production capitaliste doit se résoudre, selon les règles de la dialectique, en une négation du processus de crétinisation des masses ; dès lors la démagogie en question se retournera contre ceux qui l'emploient. L'évolution de la conquête spatiale au cours des deux dernières années, en est une preuve flagrante. Après l'arrivée sur notre satellite naturel, par laquelle les Américains ont terminé la course à la lune, l'intérêt des masses pour la conquête spatiale a considérablement régressé au point de se retourner dans certains cas contre ceux qui avaient essayé de propager cet intérêt. Pour s'en convaincre, il suffira de demander à Nixon ce qu'il pense des sondages d'opinion sur le prestige de l'aéronautique et à Brejnev s'il a apprécié la grenade lancée sur sa voiture lors de la tournée « triomphale » des cosmonautes soviétiques à Moscou.

C'est encore peu, mais cela nous confirme dans notre foi qu'un jour viendra où les prolétaires jeteront aux poubelles de l'histoire le dernier vestige d'un impérialisme décadent.

Rapports entre parti et classe

(Suite de la page 5)

barrière entre théorie et action pratique, parce que, au-delà d'une certaine limite, ce serait nous détruire nous-mêmes ainsi que toutes nos bases de principe. Nous revendiquons donc toutes les formes d'activité propres aux phases favorables, dans la mesure où les rapports de force réels le permettent.

12. *Parti historique et Parti formel*
(...)

Marx dit : parti dans son *acceptation historique*, au sens *historique*, et parti *formel* ou *éphémère*. La première notion implique la continuité et nous en avons tiré notre thèse caractéristique de l'invariance de la doctrine depuis que Marx a formulé celle-ci non comme une invention géniale, mais comme la découverte des lois de l'évolution humaine. Il n'existe pourtant aucune opposition métaphysique entre les deux notions, et il serait stupide de bâtir sur elles une petite doctrine

Thèses sur la tâche historique, l'action et la structure du Parti Communiste mondial selon les positions qui constituent depuis un demi-siècle le patrimoine historique de la Gauche communiste (juillet 1965).

9. (...) Avant d'en terminer avec la question de la formation du parti après la seconde guerre, il est bon de réaffirmer quelques résultats qui ne sont pas des découvertes d'inutiles « génies », ni les résolutions solennelles de congrès « souverains », mais, bien que le parti soit numériquement réduit, des résultats effectifs de l'histoire et donc des points caractéristiques de ce parti.

du genre : je tourne le dos au parti formel et je vais vers le parti historique.

Quand de notre doctrine invariante nous concluons que la victoire de la classe laborieuse ne peut être obtenue qu'avec le parti de classe et la dictature de ce parti ; quand guidés par ces paroles de Marx, nous affirmons qu'avant l'apparition du parti communiste et révolutionnaire, le prolétariat est peut-être une classe pour la science bourgeoise, mais pas pour Marx ni pour nous, voici ce qu'on doit en conclure : pour remporter la victoire, il faut un parti que l'on puisse à la fois qualifier de parti historique et de parti formel ; en d'autres termes, il faut que l'action et l'histoire réelles aient résolu la contradiction apparente qui a longtemps dominé un passé difficile, c'est-à-dire la contradiction entre parti historique et parti contingent, donc entre *contenu* (programme historique invariant) et *forme* (force let pratique d'une partie décisive du prolétariat en lutte).

incessant pour s'insérer dans la vie des masses et jusque dans celles de leurs manifestations qui sont influencées par des directives opposées aux nôtres. C'est une vieille thèse du marxisme de gauche que l'on doit accepter de travailler dans les syndicats de droite où les ouvriers sont présents, et le parti abhorre l'individualisme qui dédaigne de mettre les pieds dans ce milieu et qui va jusqu'à théoriser le refus de prendre part aux rares et lamentables grèves auxquelles les syndicats d'aujourd'hui se risquent.

Dans de nombreuses régions, le parti a désormais accompli une activité notable dans ce sens, en dépit de graves difficultés et de la supériorité numérique considérable des forces adverses. Il est important d'établir que même là où ce travail n'a pas encore atteint un développement appréciable, notre petit parti repousse la position qui voudrait le réduire à un ensemble de cercles fermés sans liaison avec l'extérieur et cherchant des adhésions dans la sphère exclusive des idées qui, pour le marxisme, est un monde faux quand on le considère autrement que comme la superstructure du monde des conflits économiques.

Il serait tout aussi erroné de diviser le parti ou ses sections en compartiments fermés spécialisés soit dans la théorie, l'étude, la recherche historique, soit dans la propagande et le prosélytisme soit dans l'activité syndicale : dans notre théorie et notre histoire, ces différents domaines sont absolument inséparables et ils sont en principe accessibles à tous les camarades et à chacun d'entre eux.